

La transition démocratique: défis et perspectives

Une contribution à la réflexion sur les pistes à explorer pour lever les défis créés par la nouvelle donne en Mauritanie

Le changement en douceur, intervenu le 03 Août 2005, à la tête de l'Etat en Mauritanie, a mis fin à un régime politique, vieux de vingt ans et qui était bien en agonie égypte. Le déclencheur décisif de cette agonie n'était autre que le coup de force manqué du 8 juin 2003.

Depuis cette date, Ould Taya était visiblement déstabilisé. La hantise du complot et les ardeurs sécuritaires ont pris, à son niveau, le dessus sur le sens de la mesure. L'hystérie anti-opposants n'épargnait plus personne. En effet, la garde-à-vue de l'un de ses challengers, Haidalla, quelques heures avant la clôture de la campagne électorale présidentielle d'octobre.

2003, puis l'arrestation de tout le staff de la direction de sa campagne électorale, la chasse aux islamistes, les descentes de la police sur les maisons d'Allah (les mosquées), l'emprisonnement des oulémas et Imams et la censure des prêches sont des traits saillants de l'escalade répressive enclenchée. Du coup, les complots avortés d'Août et septembre 2004, le coup d'Aïoun, surtout l'attaque de Lemgheiti et l'envoi fatal des troupes à l'intérieur des frontières de certains pays voisins sont perçus comme pour opposer un non-hélas-violent à ces débordements autoritaires. En fait, cette montée de la violence n'était autre que la manifestation éloquentes de la crise profonde dans laquelle se débattait le Régime déchu. Celui-ci ne pouvait pas survivre à sa décadence, et en finir en douceur est la porte de sortie acceptable. D'où le mérite bien réel des auteurs du putsch d'avoir réussi leur coup sans faire couler du sang, ni même décréter un couvre-feu. Tout s'est passé de la manière la plus simple, sans que personne ne fût inquiété. Ce faisant, ils ont épargné le pays et Ould Taya en particulier des affres de la violence qui aurait pu naître du climat d'incertitude et du ras-le-bol ambiants qui prévalaient la veille. Les promesses d'ouverture annoncées, par la suite, sont venues conforter le grand "oui" de soulagement poussé par la majorité de la classe politique du pays.

Au premier rang de ces promesses, il y a la volonté des auteurs du coup d'Etat de livrer le pouvoir aux civils à l'issue d'élections libres et transparentes qu'ils se proposent d'organiser dans un délai n'excédant pas deux ans.

C'est une première dans l'histoire de la Mauritanie moderne en ce sens qu'aucun des présidents qui se sont succédés à la tête de l'Etat, depuis l'indépendance, n'avait en effet ni promis, ni envisagé de quitter le pouvoir de lui-même. Chacun s'y installait sans partage, sous le parapluie de la puissance dominante du moment : autorités coloniales ou juntes militaires. L'accession au pouvoir, par la voie des urnes, était d'autorité hors de question, et de ce fait, exclue de notre imaginaire collectif.

Mais la prise en mains des commandes du pays par un chef d'Etat présentiel de cette manière-là avait pour avantage d'assurer un semblant de

cohésion nationale, donc une certaine stabilité politique, pendant le règne de celui-ci. Ce semblant de cohésion nationale est le résultat de l'allégeance quasi-unanime au Chef de l'essentiel de la classe politique et, par suivismes, de toute la Mauritanie profonde, et ce, pour des raisons du pain, de la soumission inconditionnelle au sultan dans cette terre d'Islam et surtout à cause des sévères difficultés auxquelles s'exposait toute opposition politique potentielle. De ce fait, la nouvelle donne prive le pays de ce semblant de cohésion nationale et ouvre la voie à un vide politique probable, en mettant à rude épreuve la capacité des Mauritanien(ne)s de se prendre, eux-mêmes, politiquement en charge pour choisir librement leurs nouveaux dirigeants, l'expérience faisant cruellement défaut.

C'est sans doute une avancée démocratique, sans précédents, mais les résultats escomptés en sont-ils assurés d'avance? Rien n'est moins sûr, car cette nouvelle donne soulève des défis intérieurs et extérieurs qui risquent de conduire le pays à l'implosion s'ils ne sont pas pris en compte et traités avec discernement par les acteurs politiques qui vont rentrer bientôt en compétition électorale.

Au plan intérieur, il faut souligner tout d'abord l'extrême fragilité de notre pays dont le processus de formation en tant qu'Etat souverain est loin d'être achevé. Cette fragilité est naturellement liée à la jeunesse de notre Etat, à la composition hétérogène de notre population nationale, à la fois tribale et multiethnique, aux difficultés et au manque d'expérience que nous avons pour gérer correctement les contradictions inhérentes à notre société. A cela s'ajoutent les pesanteurs socioculturelles qui ne s'apprennent pas encore aux exigences de la démocratie dans notre pays. Celle-ci ne se décrète pas; elle procède d'un long processus.

d'ancrage dans toute société humaine et suppose une culture qui place l'intérêt général au-dessus de l'intérêt particulier de l'individu, de la tribu, de l'ethnie ou de la strate sociale.

Notre peuple n'est pas encore à ce stade de maturité politique. La démocratie, on y en parle, mais elle demeure un produit importé à l'usage des seuls acteurs politiques dans leur lutte pour le pouvoir. La majorité des Mauritanien(ne)s s'en foutent pas mal, soumis qu'ils sont aux aléas de la pauvreté, de l'ignorance et de la maladie. Les partis politiques mauritanien(ne)s n'ont vu le jour qu'à partir de 1991. Ils n'ont pas une expérience confirmée dans la pratique des valeurs démocratiques. Leur programme et leurs discours politiques ne sont pas, pour la plupart, rassembleurs-join s'en faut-en raison des tonalités ethnico-tribales ou tribales qu'ils véhiculent. Nos élites intellectuelles qui plus est, sont traversées par des courants centrifuges sectaires dont les divergences et la propension aux excès peuvent à tout moment prendre de l'ampleur et ébranler dangereusement notre fragile unité

nationale.

Si d'ailleurs on s'amuse à faire un découpage du paysage politique du pays, on arrive au croquis peu rassurant suivant : d'un côté, il y a la mouvance flammiste (mouvement de libéralisation des africains noirs de Mauritanie) qui fonde -comme son nom l'indique- son idéologie sur la couleur de la peau et dont les assauts contre l'unité nationale ont déjà débouché sur les douloureux événements de 1966, 1979, 1987, 1989 et 1990. Ses militants reviennent, ces derniers temps, à la charge, à la faveur du changement du 3 Août 2005, plaçant la barre toujours très haut, avec leurs excès habituels et leurs propos peu courtois, propres à entretenir la bipolarisation du terrain politique, qui ne profite à personne.

De l'autre côté, il y avait les nationalistes panarabes de Mauritanie (masséristes, baathistes et gadafistes) qui servaient de contrepoids aux flammistes sur certains dossiers sensibles. Ces mouvements panarabes se sont essouffés, ces dernières décennies, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs, notamment le déclin généralisé, au niveau du Monde arabe, des nationalismes toutes tendances confondues et son corollaire la perte des repères identitaires, la répression sévère qu'elles ont dû subir, sous les régimes d'exception et enfin le vieillissement de leurs équipes dirigeantes, qui ne se renouvellent apparemment plus, faute de cadres plus jeunes, capables d'assurer la relève sur le terrain politique. Le recul de ces mouvements panarabes explique et justifie la tendance d'un bon nombre de nos jeunes à se replier sur la mouvance islamiste qui fait de plus en plus parler d'elle en Mauritanie. Ce qui n'est pas sans susciter les craintes de certaines puissances occidentales amies de voir se développer dans notre pays un intégrisme islamiste qui n'a pas manqué et qui ne manquera pas encore de soulever toutes sortes de pressions et de coups bas auxquels notre pays n'est pas bien armé pour y résister. Entre ces deux mouvances actives, le terrain politique est officiellement occupé, d'une part, par le parti au pouvoir déchu, le PRDS et les formations politiques qui étaient dans sa mouvance, et d'autre part, les partis de l'ex-opposition au Régime déchu.

Le PRDS ressemble, comme dit l'expression consacrée, à la panse d'un éléphant, c'est-à-dire un fourre-tout où se côtoient, pêle-mêle, la majorité des fonctionnaires de l'Etat, des hommes d'affaires, des chefs religieux, des chefs de tribus ou de villages, des notables, ainsi que les larges résidus de l'ex-Parti du Peuple Mauritanien et des anciennes Structures l'Education des Masses. C'est toute la Mauritanie profonde, drainée et encadrée par toute une élite politique formée de ceux qui croient consciemment ou inconsciemment qu'au-delà des discours généraux des partis politiques, ce qui est en jeu, en plus de la stabilité politique du pays, c'est surtout de participer à l'exercice du

pouvoir et au partage des richesses, et que le chemin le plus court pour mettre la main dans la poche, c'est d'intégrer le parti au pouvoir en bon applaudisseur de tout ce qu'il fait de bon ou de mauvais.

C'est là la raison d'être du PRDS, ce grand Parti, qui n'existe que par le pouvoir que détenait son Président en sa qualité de Chef de l'Etat. Mais, la mise à l'écart de Ould Taya fait peser sur ce grand parti de sérieuses menaces d'implosion, auxquelles il pourrait difficilement échapper, sauf si les tendances réformistes qui se manifestent actuellement en son sein l'amènent à faire peau neuve au niveau de ses objectifs, de ses méthodes de fonctionnement, de son discours et de ses structures, et ce pour se frayer une place sur l'échiquier politique en pleine recomposition. La tâche n'est pas aisée, car au PRDS on ne peut s'entendre qu'avec la bénédiction du pouvoir en place et celle-ci fait apparemment défaut.

Quant à l'ex-opposition au Régime déchu, on note à son actif son endurance radicale contre ce dernier, malgré l'oppression et l'asphyxie sévères auxquelles elle était soumise depuis

1991. Mais, ses contradictions internes, les querelles entre personnalités politiques, les positions figées et sectaires des uns, la soif du pouvoir comme finalité pour d'autres, la "transhumance" et l'opportunistisme ambiants, sont autant de contraintes qui sont à l'origine de ses faiblesses paralysantes devant son adversaire d'hier, le Régime déchu. Saura-t-elle dépasser, aujourd'hui, ses contradictions internes pour se hisser à la hauteur de la tâche qu'impose la transition démocratique en cours? Rien n'est moins sûr, tant sont actives les divergences et fortes les doses d'excès et de violence, qui transparaissent dans le comportement et les discours politique des uns et dans le ras-le-bol interiorisé des autres.

En résumé, la situation intérieure du pays est dominée par les méfiances et les divisions ethnico-régionales ou tribales. Elle est donc peu propice à l'émergence, par la voie des urnes, d'une majorité bien soudée, pouvant servir de base sociale à un régime politique, élu démocratiquement et accepté de tous.

Au plan extérieur, tous les regards sont actuellement rivés sur la Mauritanie. Les échéances projetées ouvrent la porte aux influences extérieures sur le cours des événements dans notre pays. Les richesses minières et halieutiques, le pétrole surtout, ont de tout temps attirés les convoitises extérieures là où ils existent en Afrique : le cas de l'Angola, du Zaïre, de la Côte d'Ivoire et de bien d'autres pays est bien édifiant à cet égard. La Mauritanie peut-elle échapper à la règle? Difficile d'y croire, car la réalité est tout autre : notre pays est dans la zone d'influence traditionnelle de la France et les USA le déclarent déjà un ami stratégique dans leur course de conquête de l'Afrique. Ce qu'il se jouent aux luttes d'influence

de ces deux superpuissances occidentales. Et l'héritage judéo-chrétien aidant, celles-ci partagent, toutes deux, une allergie commune qui les unit contre toute tendance arabe ou islamiste en Mauritanie, comme c'est le cas ailleurs. Avec de l'argent dans cette Mauritanie pauvre, elles pourraient bien céder à la tentation de peser chacune de leur poids sur les résultats des scrutins projetés au profit de ceux des mauritanien(ne)s qu'elles estiment être mieux indiqués pour servir leurs intérêts stratégiques respectifs.

Quant aux pays voisins, ils suivent sans doute de plus près l'évolution de la situation dans notre pays. Celle-ci ne fera qu'à aiguïser leurs appétits ou du moins ceux des forces politiques en leur sein, qui sont connues pour leur activisme anti-mauritanien. Certains de ces appétits sont vieux et nous sont assez familiers, comme au Sénégal, par exemple, dont les prétentions sur la rive droite du fleuve ont déjà fait couler beaucoup d'encre. A notre désavantage, les affinités ethniques et les parentés de par et d'autre du fleuve, au lieu de servir de ciment au rapprochement des peuples sénégalais et mauritanien(ne)s, sont plutôt -hélas- à l'origine de tous les malentendus et toutes les tensions qui ont marqué et qui marquent encore les rapports entre nos deux pays. En apparence, tous les gouvernements sénégalais successifs partagent un souci heureux d'entretenir des relations de coopération fraternelles avec notre pays. Mais, cette volonté politique est altérée, de temps à autre, par de sévères coups de froid, parfois des dérapages dangereux, sous l'influence négative des activistes sénégalais, proches ou militants du Flanme, qui entretiennent en permanence une propagande nocive, à travers tout le Sénégal, contre notre pays. Ces anti-mauritanien(ne)s ont su, à cet effet, infiltrer les partis politiques, la société civile, les réseaux de renseignements, les salons et les coulisses de l'administration au Sénégal, dans le but d'agir négativement sur l'opinion publique et la décision politique du gouvernement sénégalais en direction de la Mauritanie. Ils y réussissent -hélas- avec une facilité inquiétante. En témoigne la conduite ambiguë des gouvernements sénégalais successifs dans leurs rapports avec la Mauritanie, depuis les indépendances : ils ont tous, d'une part, une volonté commune de renforcer des relations de coopération fraternelles, avec notre pays et d'autre part, ils ferment les yeux sur les actions et campagnes, de diabolisation des "naro-ganar", menées tantôt ouvertement, tantôt de façon souterraine, par ces activistes sénégalais anti-mauritanien(ne)s, à travers tout le Sénégal. Ce qui avait déjà eu pour fâcheux résultats les douloureux événements de 1989, au cours desquels les sorties incendiaires à RTI des hautes personnalités politiques sénégalaises incitèrent davantage les

masses furieuses à faire plus de casse, pour en découdre avec les Beydanes pour leur "crime" d'être Abdoulaye Wade est élu Président de la République ; il est désormais à l'épreuve du pouvoir. Ce géant et sage africain

La transition démocratique: défis et perspectives

niste éclairé sait bien que l'intérêt supérieur de son pays lui dicte de ne pas encourager la création d'un foyer de tension à ses frontières. Et c'est à cet effet qu'il fait tout pour restaurer la confiance entre Sénégalais et Mauritiens. Mais, la force et la persistance des pressions des activistes sénégalais anti-mauritaniens semblent lui faire perdre souvent les fils de sa logique de rapprochement avec notre pays. D'où la liberté d'action dont disposent les activistes anti-mauritaniens au Sénégal, la grande place dans les points de presse officiels, accordée à la question des "déportés" en dépit de la difficulté qu'avait eue la Croix Rouge Internationale pour identifier ceux qui sont réellement déportés de ceux qui ne le sont pas, le rappel souvent réitéré de la proposition de leur accorder la nationalité sénégalaise qu'ils ont naturellement déjà de naissance. Et l'on oublie volontiers les dizaines de milliers de mauritaniens, de nationalité sénégalaise, rescapés de l'hystérie raciste de 1989, qui ont été spoliés de leurs biens et déportés en Mauritanie où ils ont repris leur place de compatriotes, sans que l'on en fasse une carte à jouer dans les rapports Sénégal - Mauritanie. D'ailleurs ces déportés ont été autorisés à réintégrer le pays et bien des villages entiers sont revenus en Mauritanie, ces dernières années. Ceux qui exigent un retour collectif et solennel, sous contrôle international tiennent en fait à arracher, sous pression d'une certaine opinion partisane, une nationalité et des droits qui ne sont pas les leurs. Certes, le Président A. Wade est sincère dans tout ce qu'il fait pour raffermir les relations mauritano-sénégalaises. Mais, s'est-il entouré des garde-fous nécessaires pour échapper aux démons de la manipulation savamment bien orchestrée par les activistes anti-mauritaniens au Sénégal ? On veut bien y croire. Mais, la persistance de l'activisme de ces derniers ne s'explique que par les soutiens logistiques et l'oreille attentive dont ils bénéficient dans ce pays frère. Ce qui les encourage à persévérer dans la voie qu'ils ont choisie pour faire aboutir leurs visées sur la Mauritanie, visées dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne sont pas pour faciliter la concorde nationale dans notre pays. Pour les adeptes de ces visées, la transition démocratique est une occasion comme d'autres pour satisfaire certaines de leurs doléances, sans cesse renouvelées, sur la voie de la réalisation à long terme de leur projet d'une Mauritanie autre, celle de l'idéologie du Flanne.

Quant au Maroc, ses revendications sur notre pays appartiennent désormais au passé, d'autant plus que la vieille garde du Parti de l'Istiqlal s'est presque éteinte, lais-

sant la place à des équipes plus jeunes, donc plus réalistes - nous l'espérons - en ce qui concerne le rêve du grand Maroc. Mais, l'épineux problème du Sahara Occidental demeure entier et Feu Sa Majesté Hassan II (qu'Allah lui pardonne) avait prédit, de son vivant, que sa solution se fera sur le dos de la Mauritanie. C'est dire que le Maroc ne restera pas les mains liées dès qu'une situation incontrôlée survienne dans notre pays. Et du coup, l'Algérie s'en mêlera comme le veut la logique - si logique il y a - des querelles fratricides pour le leadership sous-régional présumé. S'agissant du Mali, c'est un pays ami de la Mauritanie, mais on y parle de plus en plus de ses "déportés" à l'image de ceux du Sénégal, sans oublier les groupes armés incontrôlés (arabes et touaregs) qui circulent dans le Nord malien. Ces groupes armés, reliés au Polisario plus au Nord, ont des capacités de nuisance redoutables et ne manqueront pas de rentrer en action dès qu'une situation incertaine se précise dans notre pays, par notre propre faute,

Mais il y a heureusement un atout en faveur de notre pays : les gouvernements de tous ces pays ne sont pas pour la "somalisation" de la Mauritanie. Il n'y va pas de leurs intérêts et les agissements des forces anti-mauritaniennes potentielles qui existent en leur sein ne pourront avoir un impact significatif dans notre pays que dans le seul cas où nos divergences internes échappent à notre propre contrôle et conduisent à une impasse sans issue.

Tels sont donc les défis auxquels est confronté notre pays, durant la période transitoire en cours. Quelles sont en retour les perspectives qui s'offrent à nos acteurs politiques pour y faire face ? C'est une question qui nous interpelle tous et de la justesse de la réponse à lui apporter dépend l'issue heureuse de la transition démocratique que nous vivons.

Pour notre part, la meilleure voie à suivre est de fédérer tous les efforts pour la formation d'un grand rassemblement populaire pour dire non aux sirènes de la division, avec pour ambition de regrouper toutes les forces traditionnelles du centre, celles qui soient à même de drainer dans leur sillage toute la Mauritanie profonde pour préserver l'unité et la stabilité du pays, en privilégiant par ailleurs le dialogue et la recherche du consensus pour résoudre les problèmes en suspens.

L'initiative de la création de ce rassemblement devra revenir à un groupe de personnalités nationales, de bonne volonté, mues par le seul intérêt national, sans calculs politiques égoïstes pour leur propre compte. Ce noyau devra regrouper des personnalités politiques indépendantes, des technocrates, des

hommes d'affaires et des notabilités politiques significatives, tous hors du jeu politique si possible, et qui soient connus pour leur patriotisme et leur attachement à l'unité nationale. Cette équipe de volontaires devra s'atteler à réaliser, au préalable, les tâches politiques suivantes :

1) - élaborer une ébauche des grandes lignes d'un programme politique qui se veut rassembleur autour des dossiers nationaux soumis au débat contradictoire actuellement. Ce projet de programme devra prévoir un agenda pour engager, une fois la transition démocratique achevée, un large débat national pour aboutir à un consensus sur les questions objet de controverse, notamment le passif humanitaire, l'esclavage et la cohabitation des composantes socioculturelles;

2) - s'employer ensuite à réunir les conditions nécessaires à la mise sur pied du projet de rassemblement en commençant par de larges concertations avec les acteurs politiques, les élites intellectuelles et les notabilités traditionnelles au niveau de Nouakchott et dans toutes les régions et moughataa du pays;

3) - Ces concertations devraient permettre de disposer d'une assise sociale suffisamment large, devant conduire à la création d'une formation politique de poids, avec l'arsenal juridique et le dispositif de pilotage nécessaires, aux plans national, régional et départemental.

Ce qui permettra de s'engager dans les batailles électorales projetées en présentant des listes de candidatures bien élaborées chacune sur la base d'un consensus entre les différentes sensibilités composant ce grand rassemblement des forces du centre.

S'agissant de la Magistrature suprême, le rassemblement des forces du centre devra présenter un candidat crédible, parmi les personnalités politiques indépendantes. Le postulant devra être un homme rassembleur, d'un haut niveau intellectuel, bien averti politiquement et ayant les compétences techniques et l'intégrité morale nécessaires à sa mission de président de la République, un président au-dessus de la mêlée, qui soit celui de tous les Mauritaniens, y compris ses détracteurs.

A défaut d'un consensus sur une personnalité politique indépendante, l'on pourrait se replier sur la candidature de l'un des hommes politiques les plus crédibles, parmi les chefs ou hauts militants des partis politiques existants, ou à venir, à condition qu'il réponde à des critères bien élaborés que le futur rassemblement des forces du centre devra fixer au préalable.

ELY OULD BOUBOUT
PROFESSEUR À LA RETRAITE